

L'intervention dans les frais d'outplacement, visée au paragraphe 1^{er}, est plafonnée à 720 euros par employé visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o âgé de 45 ans ou plus à l'annonce du licenciement collectif.

L'intervention dans les frais d'outplacement, visée au paragraphe 1^{er}, est plafonnée à 90 euros par employé visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o âgé de moins de 45 ans à l'annonce du licenciement collectif.

L'intervention dans les frais d'outplacement, visée au paragraphe 1^{er}, est plafonnée à 180 euros par employé visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o âgé de 45 ans ou plus à l'annonce du licenciement collectif.

Un même employé peut donner droit à la fois à l'intervention pour l'employé visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et à l'intervention pour l'employé visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

§ 4. À l'issue de l'accompagnement de l'outplacement, l'employeur en restructuration ou l'instance sectorielle, visée au paragraphe 2, alinéa 3, dont relève l'employeur en restructuration introduit une demande au moins six mois et au plus douze mois après la fin de l'accompagnement de l'outplacement. Le VDAB met à disposition un formulaire de demande sur lequel l'employeur en restructuration ou l'instance sectorielle, visée au paragraphe 2, alinéa 3, dont relève l'employeur en restructuration peut indiquer les personnes pour lesquelles il demande le remboursement des frais d'outplacement. Le VDAB vérifie si chaque employé mentionné dans le formulaire remplit les conditions visées au paragraphe 1^{er}.

La demande mentionne pour tout employé les données suivantes :

- 1^o la preuve que l'employé remplit les conditions visées au paragraphe 1^{er} ;
- 2^o le montant des frais d'outplacement à rembourser, fixé conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 ;
- 3^o la description des actions qui ont généré les frais d'outplacement visés au 2^o.

§ 5. Le VDAB examine pour les employés au titre desquels le remboursement est demandé, si ceux-ci remplissent les conditions de remboursement. Le VDAB vérifie si le montant des frais d'outplacement réclamé a été fixé conformément aux paragraphes 1^{er} et 2.

Le prestataire de services est tenu, sur simple demande, de fournir au VDAB pour chaque employé licencié dans le cadre d'une restructuration une copie des frais d'outplacement facturés à l'employeur en restructuration ou à l'instance sectorielle, visée au paragraphe 2, alinéa 3, dont relève l'employeur en restructuration.

La cellule de mise à l'emploi est tenue, sur simple demande, de fournir toute information pouvant être utile au VDAB lors du contrôle de la demande de l'employeur en restructuration ou à l'instance sectorielle, visée au paragraphe 2, alinéa 3, dont relève l'employeur en restructuration.

§ 6. Le VDAB rembourse, après vérification, le montant remboursable à l'employeur en restructuration ou à l'instance sectorielle, visée au paragraphe 2, alinéa 3, dont relève l'employeur en restructuration, dans les douze mois suivant la fin de la période de reconnaissance en qualité d'entreprise en restructuration.

Si le VDAB décide pour certains employés de ne pas accorder d'intervention dans les frais d'outplacement ou d'accorder un montant inférieur à celui demandé par l'employeur en restructuration ou par l'instance sectorielle, visée au paragraphe 2, alinéa 3, dont relève l'employeur en restructuration, le VDAB en informe l'employeur par décision motivée.

Si l'employeur en restructuration ou l'instance sectorielle, visée au paragraphe 2, alinéa 3, dont relève l'employeur en restructuration conteste la décision du VDAB, il peut renvoyer le dossier au VDAB dans le mois suivant la réception de cette décision. Il ajoute au dossier les motifs de contestation. Le VDAB rend une décision définitive dans le mois après avoir pris connaissance des motifs de l'employeur en restructuration ou de l'instance sectorielle, visée au paragraphe 2, alinéa 3, dont relève l'employeur en restructuration. ».

Art. 2. Les dossiers de demande de remboursement des frais d'outplacement introduits par les employeurs en restructuration auprès de l'Office national de l'Emploi avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent à être traités conformément à la réglementation en vigueur le jour précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ministre flamand ayant la politique de l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 mai 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Économie, de l'Innovation et des Sports,
Ph. MUYTERS

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2019/14609]

6 SEPTEMBER 2019. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het Vlaams personeelsstatuut van 13 januari 2006, wat betreft de uitvoering van het sectoraal akkoord 2017 - 2019

DE VLAAMSE REGERING,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, en § 3, eerste lid, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het bijzonder decreet van 14 juli 1998 betreffende het gemeenschapsonderwijs, artikel 67, § 2;

Gelet op het Bestuursdecreet van 7 december 2018, artikel III.23;

Gelet op het Vlaams personeelsstatuut van 13 januari 2006;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 23 mei 2019;

Gelet op protocol nr. 386.1229 van 28 juni 2019 van het Sectorcomité XVIII Vlaamse Gemeenschap - Vlaams Gewest;

Gelet op advies nummer 66.417/1/V van de Raad van State, gegeven op 31 juli 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel VII 22, § 2 van het Vlaams personeelsstatuut van 13 januari 2006, ingevoegd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 16 maart 2007 en het laatst gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 8 juni 2012, wordt de tabel vervangen door wat volgt:

	% van het brutosalairis vanaf het kalenderjaar 2019
voor rang A2 en hoger, A291, A292, A168, A169, A118, A119, A129, A128 en A148	64,71 %
voor rang A1, B3, B2, C3 en C2	71,47 %
voor rang B1, C1, D3 en D2	77,68 %
voor rang D1	84,12 %

Art. 2. In artikel VII 31 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 16 maart 2007, en het laatst gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 27 januari 2017, wordt de zinsnede "1 euro/uur tegen 100 %" vervangen door de woorden "25 % van 1/1976 van de jaarwedde".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2019.

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor het algemeen beleid inzake personeel en organisatieontwikkeling in de Vlaamse administratie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 september 2019.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

De Vlaamse minister van Binnenlands Bestuur,

Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding,

L. HOMANS

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2019/14609]

6 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant le statut du personnel flamand du 13 janvier 2006, en ce qui concerne l'exécution de l'accord sectoriel 2017-2019

LE GOUVERNEMENT FLAMAND,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993, et § 3, alinéa premier, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret spécial du 14 juillet 1998 relatif à l'enseignement communautaire, article 67, § 2 ;

Vu le Décret de gouvernance du 7 décembre 2018, l'article III.23 ;

Vu le statut du personnel flamand du 13 janvier 2006 ;

Vu l'accord du ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 23 mai 2018 ;

Vu le protocole n° 386.1229 du 28 juin 2019 du Comité sectoriel XVIII Communauté flamande - Région flamande ;

Vu l'avis n° 66.417/1/V du Conseil d'État, donné le 31 juillet 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Insertion civique, du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article VII 22, § 2 du statut du personnel flamand du 13 janvier 2006, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mars 2007 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 juin 2012, le tableau est remplacé par ce qui suit :

	% du traitement brut à partir de l'année calendaire 2019
Pour les rangs A2 et supérieur, A291, A292, A168, A169, A118, A119, A129, A128 et A148	64,71 %
Pour les rangs A1, B3, B2, C3 et C2	71,47 %
Pour les rangs B1, C1, D3 et D2	77,68 %
Pour le rang D 1	84,12 %

Art. 2. Dans l'article VII 31 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mars 2007 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 janvier 2017, le membre de phrase « 1 euro/heure à 100 % » est remplacé par les mots « 25 % de 1/1976 du traitement annuel ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2019.

Art. 4. Le ministre flamand qui a la politique générale en matière de personnel et de développement de l'organisation dans l'administration flamande dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 septembre 2019.

La Ministre-Présidente du Gouvernement flamand,
La Ministre flamande de l'Administration intérieure,
de l'Insertion civique, du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,
L. HOMANS

VLAAMSE OVERHEID

Welzijn, Volksgezondheid en Gezin

[C – 2019/14426]

9 JANUARI 2019. — Ministerieel besluit betreffende de uitvoering van de Vlaamse sociale bescherming, wat de softwarevereisten betreft

DE VLAAMSE MINISTER VAN WELZIJN, VOLKSGEZONDHEID EN GEZIN,

Gelet op het decreet van 18 mei 2018 houdende de Vlaamse sociale bescherming, artikel 60, artikel 105, § 2, artikel 145, § 2, eerste lid, artikel 148, § 2, eerste lid, artikel 150, § 2, eerste lid, en artikel 152, § 2, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2018 houdende de uitvoering van het decreet van 18 mei 2018 houdende de Vlaamse sociale bescherming, artikel 344, § 1, eerste lid, en artikel 531, § 1, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 november 2018;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 5 december 2018 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van

State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. De functionele vereisten en de vereisten van betrouwbaarheid en veiligheid waaraan de digitale applicaties, vermeld in artikel 338, derde lid, artikel 376, § 1, tweede lid, artikel 435, § 1, en artikel 521, § 1, van het besluit van de Vlaamse Regering van 30 november 2018 houdende de uitvoering van het decreet van 18 mei 2018 houdende de Vlaamse sociale bescherming moeten voldoen, hebben betrekking op de communicatie met het digitale platform Vlaamse sociale bescherming en worden door het agentschap uitgeschreven in diverse instructies die online ter beschikking worden gesteld.

In het eerste lid wordt verstaan onder het digitale platform Vlaamse sociale bescherming: het digitale platform Vlaamse sociale bescherming als vermeld in artikel 28 van het decreet van 18 mei 2018 houdende de Vlaamse sociale bescherming.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Brussel, 9 januari 2019.

De Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,
J. VANDEURZEN

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Bien-Etre, Santé publique et Famille

[C – 2019/14426]

9 JANVIER 2019. — Arrêté ministériel mettant en œuvre la protection sociale flamande, en ce qui concerne les exigences en matière de logiciels

LE MINISTRE FLAMAND DU BIEN-ÊTRE, DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE,

Vu le décret du 18 mai 2018 relatif à la protection sociale flamande, les articles 60, 105, § 2, 145, § 2, alinéa 1^{er}, 148, § 2, alinéa 1^{er}, 150, § 2, alinéa 1^{er}, et 152, § 2, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 novembre 2018 portant exécution du décret du 18 mai 2018 relatif à la protection sociale flamande, les articles 344, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 531, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 novembre 2018 ;

Vu la demande d'avis dans les 30 jours introduite le 5 décembre 2018 auprès du Conseil d'État en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'avis n'a pas été communiqué dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Les exigences fonctionnelles et les exigences de fiabilité et de sécurité auxquelles doivent satisfaire les applications numériques visées aux articles 338, alinéa 3, 376, § 1^{er}, alinéa 2, 435, § 1^{er}, et 521, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 novembre 2018 portant exécution du décret du 18 mai 2018 relatif à la protection sociale flamande, portent sur la communication avec la plateforme numérique pour la protection sociale flamande et sont définies par l'agence dans diverses instructions qui sont mises à disposition en ligne.